

Relations internationales

● (1530)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
LES RELATIONS INTERNATIONALES**M. Edward Broadbent (Oshawa)** propose:

Que la Chambre exprime son intérêt continu à l'égard des relations internationales du Canada et qu'elle exhorte le gouvernement à manifester un intérêt significatif envers l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale et, plus particulièrement, à prendre des mesures en vue de parvenir à un règlement négocié de la guerre civile tragique qui sévit au Salvador.

—Madame le Président, en guise d'entrée en matière, je voudrais citer un article de journal que voici:

C'est un dimanche que Felix Jimenez a décidé de quitter le Salvador.

Il était à l'église de son quartier, dans la capitale salvadorienne, lorsque soudain, un groupe d'hommes ont fait irruption dans des voitures banalisées. Ils ont ordonné à tous les gens de la rue de sortir de leur maison.

Quelques instants plus tard, deux jeunes hommes avaient été tués et 18 autres avaient été entassés dans les voitures qui les ont emmenés. On n'a plus jamais entendu parler d'eux.

Cet article, monsieur l'Orateur, est tiré du *Globe and Mail* de samedi dernier. Il y aura deux semaines demain, je me trouvais dans la capitale du Salvador. Ce jour-là, 27 corps ont été retrouvés. Certains étaient décapités et la plupart avaient été torturés. Ce que je veux faire comprendre, c'est que le terrorisme est présent partout dans ce petit pays au sud du Canada.

Pour qu'on se fasse une idée de la situation afin que les Canadiens puissent comprendre ce qui se passe, je tiens à signaler que ce chiffre de 22,000 hommes et femmes qui sont morts jusqu'à présent dans cette brève guerre se compare, sur le plan numérique, au nombre total des Canadiens qui ont perdu la vie au cours de la Seconde Guerre mondiale de 1939 à 1945; au cours de cette guerre, notre pays a perdu 45,000 hommes. Notre population à l'époque était environ le double de celle du Salvador aujourd'hui. Je répète: comparativement, la tragique guerre civile qui fait rage au Salvador a causé en 18 mois autant de pertes en vies humaines que le Canada en a enregistrées entre 1939 et 1945. C'est une affaire grave, monsieur l'Orateur, une affaire qui devrait inquiéter profondément tous les êtres humains de cette planète où qu'ils habitent.

Je voudrais maintenant parler des causes de ce conflit car en tant que nation, si nous voulons nous efforcer d'y apporter une solution et jouer notre rôle—et j'y viens dans un instant—en formulant des propositions constructives et efficaces, il importe que ces propositions correspondent à la réalité historique.

Contrairement à ce que nous avons pu entendre, notamment à la Chambre, la terrible guerre civile qui déchire le Salvador est en tous points identique aux guerres révolutionnaires qui ont pu éclater ailleurs par le passé. Cette guerre civile est l'aboutissement d'une lutte de classes traditionnelles résultant du fait qu'une poignée d'hommes détiennent dans une proportion excessive les richesses et le pouvoir. Depuis un siècle, l'infime minorité à la tête du pays contrôle la plus grande

partie des richesses et détient presque intégralement le pouvoir.

Ainsi, les États-Unis ont eu eux-mêmes leur propre guerre révolutionnaire, lorsqu'ils ont estimé au XVIII^e siècle que leur mère-patrie détenait injustement le pouvoir. La France a eu sa révolution, elle-même l'aboutissement d'une lutte de classes. L'Angleterre a eu la sienne au XVII^e siècle. Dans tous les pays, ces crises engendrées de l'intérieur aboutissent à une révolution lorsque la grande majorité des citoyens se soulèvent contre ceux qui tentent de les maintenir dans un état de sujétion. C'est précisément ce qui se produit au Salvador.

Le conflit se poursuit en partie parce qu'un groupe de prêtres catholiques a joué un grand rôle depuis quelques années en mettant fidèlement en pratique les principes chrétiens et, sous l'influence très importante de Mgr Romero, en commençant à enseigner que les hommes et les femmes ont droit à certaines libertés, qu'ils ont le droit d'organiser leur existence, leurs moyens de travail et leurs conditions de travail au sein de la société. L'Église chrétienne a donc joué et joue encore aujourd'hui un rôle très important dans le conflit du Salvador.

On peut aussi parler dans ce conflit des chefs politiques modérés, les Chrétiens démocrates ainsi que les Sociaux démocrates, qui ont quitté la junte établie il y a environ 18 mois pour se joindre aux guérillas, parce qu'ils constataient que la junte, loin d'instaurer la justice au Salvador, perpétuait la terreur qu'elle était censée réprimer.

Le conflit est également attribuable—et c'est un fait qu'il convient de noter suite au débat d'hier—à l'indifférence que manifestent les États-Unis qui ont trop souvent déclaré que tout ce qu'ils voulaient, c'est que les pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine aient des gouvernements qui entretiennent des relations amicales avec eux. Or, monsieur l'Orateur, lors de ma récente tournée en Amérique centrale, j'ai rencontré quelqu'un, dont tout ce que je puis dire c'est qu'il se considérait comme un fervent chrétien. Il m'a confié que les Américains leur avaient toujours répéter qu'ils voulaient que les gouvernements d'Amérique centrale leur soient favorables. Il a ajouté: nous, Salvadoriens, voulons un gouvernement qui prenne soin de nos intérêts à nous. Voilà toute la différence. Il a fait observer qu'il était temps que les États-Unis commencent à souhaiter en Amérique centrale des gouvernements qui soient favorables non pas nécessairement à eux-mêmes, mais aux citoyens de ces pays.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Le conflit, monsieur l'Orateur, provient du fait que des hommes de bonne volonté, civils et militaires, ont quitté la junte créée en 1979, et pris les armes pour protéger leur vie, leurs libertés et leur famille. D'après ce que j'ai pu observer, et je le dis sans exagération, ce sont des hommes et des femmes comme ceux que l'on voit siéger des deux côtés de la Chambre, qui pourraient faire partie aussi bien du parti libéral que du parti conservateur ou du Nouveau parti démocratique.